

Stéphane BAVOIS

Alexandre BEAUDEAU

Cyril DESCHELLETTE

Esméralda GONZALEZ

Victoria HARVOIRE

Sylvaine MOUTON

Julien PATANCHON

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

**OGE**  
**Sainte Famille Saintonge**

Association régie par la loi de 1901

Siège Social : 12, Rue Saintonge  
33000 - BORDEAUX

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025**

---

**Mérignac**

21, Avenue Ariane  
BP 20023  
33702 Mérignac Cedex  
Tél. 05 56 34 60 00  
Fax. 05 56 13 05 11

Email : [me@audial.fr](mailto:me@audial.fr)  
<http://www.audial.fr>

## **OGEC - Sainte-Famille Saintonge**

Association régie par la loi de 1901

Siège social : 12, Rue Saintonge - 33000 BORDEAUX

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 Août 2025

A l'Assemblée Générale,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association OGEC – Sainte-Famille Saintonge** relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 16 février 2026

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



---

**AUDIAL**  
représenté par Esmeralda GONZALEZ

# **OGEC SAINTE FAMILLE SAINTONGE**

---

12, Rue de Saintonge  
33000 BORDEAUX

---

## **Comptes annuels**

**Exercice comptable 2024-2025**

BILAN ACTIF SIMPLIFIE

BILAN ACTIF au 31/08/2025		2024/2025			2023/2024	Variations
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET 2024/2025	NET 2023/2024	
ACTIF IMMOBILISE						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	A1					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	AG/AH	5 034,00	-5 034,00			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	A2					
Constructions	AS/AT	8 998 497,23	-6 483 721	2 514 776,45	2 640 296,68	-125 520,23
Installations techniques, matériel et outillage	AU/AV	2 709 876,09	-2 637 661	72 215,49	88 244,62	-16 029,13
Autres immobilisations corporelles	AW/AX	224 465,37	-201 305	23 160,65	30 347,10	-7 186,45
Immobilisations corporelles en cours	AY/AZ	29 694,00		29 694,00	57 360,36	-27 666,36
BIENS RECUS PAR LEGS/DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES	A3/A31					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	B1					
Participations et créances rattachées	BC/BD	26 565,12		26 565,12	26 565,12	
Autres immobilisations financières	BI/BJ	35 704,30		35 704,30	35 704,30	
TOTAL I		12 029 836,11	-9 327 720,10	2 702 116,01	2 878 518,18	-176 402,17
ACTIF CIRCULANT						
STOCKS ET EN-COURS	CA/CB					
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	CC	6 970,99		6 970,99	12 390,49	-5 419,50
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	CD/CE	467 661,91	-179 894,43	287 767,48	221 548,97	66 218,51
CREANCES RECUES PAR LEGS OU DONATIONS	CF/CG					
AUTRES CREANCES	CH/CI	411 366,32		411 366,32	567 851,21	-156 484,89
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	CJ/CK	1 400 000,00		1 400 000,00	660 000,00	740 000,00
DISPONIBILITES	CM	791 615,92		791 615,92	1 395 366,60	-603 750,68
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	CN	21 579,33		21 579,33	42 948,17	-21 368,84
TOTAL II		3 099 194,47	-179 894,43	2 919 300,04	2 900 105,44	19 194,60
Ecart de conversion Actif (V)						
ECARTS DE CONVERSION ACTIF	FA					
TOTAL V						
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		15 129 030,58	-9 507 614,53	5 621 416,05	5 778 623,62	-157 207,57

BILAN PASSIF SIMPLIFIE

BILAN PASSIF au 31/08/2025		2024/2025	2023/2024	Variations
<b>FONDS PROPRES</b>				
Fonds propres complémentaires sans droit de reprise	GA2	112 274,39	112 274,39	0,00
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	GA	112 274,39	112 274,39	0,00
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	GB			
ECARTS DE RÉÉVALUATION	GC			
Réserves pour projet de l'entité	GD2	3 597 772,93	3 597 772,93	0,00
RÉSERVES	GD	3 597 772,93	3 597 772,93	0,00
COMPTES DE LIAISON	GE			
REPORT À NOUVEAU	GF	-90 125,59	-98 530,35	8 404,76
EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	GG	128 565,00	8 404,76	120 160,24
SITUATION NETTE (SOUS TOTAL)		3 748 486,73	3 619 921,73	128 565,00
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES	GH			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	GI	588 154,29	721 304,31	-133 150,02
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	GJ			
<b>TOTAL I</b>		<b>4 336 641,02</b>	<b>4 341 226,04</b>	<b>-4 585,02</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>				
FONDS REPORTÉS LIÉS AUX LEGS OU DONATIONS	HA			
FONDS DÉDIÉS	HB	110 067,95	128 175,07	-18 107,12
<b>TOTAL II</b>		<b>110 067,95</b>	<b>128 175,07</b>	<b>-18 107,12</b>
<b>PROVISIONS</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES	IA	29 694,00	12 889,95	16 804,05
PROVISIONS POUR CHARGES	IB	65 736,35	49 664,25	16 072,10
<b>TOTAL III</b>		<b>95 430,35</b>	<b>62 554,20</b>	<b>32 876,15</b>
<b>DETTES (1)</b>				
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILÉS (TITRES ASSOCIATIFS)	JA			
EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS CRÉDIT	JB	724 253,18	917 014,29	-192 761,11
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES DIVERS	JC	23 846,48	23 846,48	0,00
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS	JD	46 548,12	53 874,90	-7 326,78
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS	JE	64 608,67	37 197,18	27 411,49
DETTES DES LEGS OU DONATIONS	JF			
DETTES FISCALES ET SOCIALES	JG	91 319,84	105 375,33	-14 055,49
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHÉS	JH	52 362,45	59 367,87	-7 005,42
AUTRES DETTES	JI	1 124,06	752,74	371,32
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	JK	75 213,93	49 239,52	25 974,41
<b>TOTAL IV</b>		<b>1 079 276,73</b>	<b>1 246 668,31</b>	<b>-167 391,58</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)</b>				
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	KA			
<b>TOTAL V</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>		<b>5 621 416,05</b>	<b>5 778 623,62</b>	<b>-157 207,57</b>

COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

COMPTE DE RESULTAT AU 31/08/2025		2024/2025	2023/2024	VARIATIONS	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>					
VENTES DE BIENS ET SERVICES	LB	1 611 173,60	1 664 688,26	-53 514,66	-3,21%
Ventes de fournitures et matériels	LB1	8 614,14	25 328,38	-16 714,24	-65,99%
Contributions et prestations familles	LB2	1 602 559,46	1 639 359,88	-36 800,42	-2,24%
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS	LE	888 919,74	782 365,53	106 554,21	13,62%
Concours publics et subventions d'exploitation	LE1	888 844,31	781 886,07	106 958,24	13,68%
Ressources liées à la générosité du public	LE3	75,43	479,46	-404,03	-84,27%
Contributions financières	LE4				
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS, PROVISIONS ET	LF	16 345,72	68 097,26	-51 751,54	-76,00%
UTILISATION DES FONDS DEDIES	LG	18 107,12	7 615,13	10 491,99	137,78%
AUTRES PRODUITS	LH	0,01	592,33	-592,32	-100,00%
<b>TOTAL I</b>		<b>2 534 546,19</b>	<b>2 523 358,51</b>	<b>11 187,68</b>	<b>0,44%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>					
ACHATS DE FOURNITURES ET MATERIELS REVENDUS	MA	16 906,67	13 391,70	3 514,97	26,25%
AUTRES CHARGES ET CHARGES EXTERNES	MC	1 062 221,51	1 195 085,14	-132 863,63	-11,12%
AIDES FINANCIERES	MD				
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	ME	92 508,71	86 267,40	6 241,31	7,23%
SALAIRES ET TRAITEMENTS	MF	783 751,06	793 218,51	-9 467,45	-1,19%
CHARGES SOCIALES	MG	318 973,39	290 242,21	28 731,18	9,90%
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATI	MH	258 613,84	288 852,16	-30 238,32	-10,47%
DOTATIONS AUX PROVISIONS	MI	16 072,10	9 501,00	6 571,10	69,16%
REPORT EN FONDS DEDIES	MJ				
AUTRES CHARGES	MK	8 560,33	4 246,37	4 313,96	101,59%
<b>TOTAL II</b>		<b>2 557 607,61</b>	<b>2 680 804,49</b>	<b>-123 196,88</b>	<b>-4,60%</b>
<b>1-RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>		<b>-23 061,42</b>	<b>-157 445,98</b>	<b>134 384,56</b>	<b>-85,35%</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>					
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	NC	38 579,80	42 012,91	-3 433,11	-8,17%
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES	ND	14 645,59	18 485,66	-3 840,07	-20,77%
DIFFERENCE POSITIVE DE CHANGE	NE		9,88	-9,88	-100,00%
<b>TOTAL III</b>		<b>53 225,39</b>	<b>60 508,45</b>	<b>-7 283,06</b>	<b>-12,04%</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>					
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	OB	16 055,80	20 093,87	-4 038,07	-20,10%
DIFFERENCE NEGATIVE DE CHANGE		18,92		18,92	
<b>TOTAL IV</b>		<b>16 074,72</b>	<b>20 093,87</b>	<b>-4 019,15</b>	<b>-20,00%</b>
<b>2-RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>		<b>37 150,67</b>	<b>40 414,58</b>	<b>-3 263,91</b>	<b>-8,08%</b>
<b>3-RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>		<b>14 089,25</b>	<b>-117 031,40</b>	<b>131 120,65</b>	<b>-112,04%</b>



OGEC SAINTE FAMILLE SAINTONGE  
12 RUE DE SAINTONGE  
33000 BORDEAUX

COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

COMPTE DE RESULTAT AU 31/08/2025		2024/2025	2023/2024	VARIATIONS	%
PRODUITS EXCEPTIONNELS					
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	PA		1 714,48	-1 714,48	-100,00%
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL	PB	173 497,26	184 678,04	-11 180,78	-6,05%
TOTAL V		173 497,26	186 392,52	-12 895,26	-6,92%
CHARGES EXCEPTIONNELLES					
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	QA	20 177,21	46 383,07	-26 205,86	-56,50%
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS EN CAPITAL	QB	187,40	5 837,29	-5 649,89	-96,79%
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET PROV		29 694,00		29 694,00	
TOTAL VI		50 058,61	52 220,36	-2 161,75	-4,14%
4-RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		123 438,65	134 172,16	-10 733,51	-8,00%
Participation des salariés aux résultats					
TOTAL VII					
IS des personnes morales non lucratives					
IS DES PERSONNES MORALES NON LUCRATIVES	SA	8 962,90	8 736,00	226,90	2,60%
TOTAL VIII		8 962,90	8 736,00	226,90	2,60%
Total des produits (I+III+V)		2 761 268,84	2 770 259,48	-8 990,64	-0,32%
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		2 632 703,84	2 761 854,72	-129 150,88	-4,68%
5- EXCEDENT OU DEFICIT		128 565,00	8 404,76	120 160,24	1429,67%
Contributions reçues					
TOTAL					
Emplois des contributions reçues					
TOTAL					

# INFORMATIONS SUR LES COMPTES

Exercice : 2024/2025

**OGEC SAINTE FAMILLE SAINTONGE**

33000 BORDEAUX

<b>I</b>	<b>Informations générales</b>
<b>II</b>	<b>Principes, règles et méthodes comptables</b>
<b>III</b>	<b>Informations sur le bilan</b>
<b>IV</b>	<b>Informations sur le compte de résultat</b>
<b>V</b>	<b>Autres informations</b>

Les comptes de l'exercice clos au **31/08/2025** font apparaître les éléments suivants :

**Total de l'Actif : 5 621 416,05**  
Contre 5 778 623,62 au 31/08/2024

**Excédent Global 2024/2025 : 128 565,00**  
Contre un bénéfice de 8 404,76 en 31/08/2024

L'Exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du  
**01 septembre 2024 au 31 août 2025.**

## I/ INFORMATIONS GENERALES

### 1) Identification de la structure, objet social, activités, moyens mis en œuvre

L'organisme de gestion a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale des établissements ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique.

Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé.

L'OGEC peut se livrer à toutes activités de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation, y compris la formation professionnelle et par apprentissage, et la culture, sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'OGEC peut passer une convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'OGEC peut acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

### 2) Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

Des investissements ont été réalisés sur l'exercice pour 86 k€ dont :

- Régularisation travaux gros œuvres réceptionnés avant 01/09/2024 : 28 K€
- Renouvellement d'un volet roulant : 1 K€
- Installations techniques : 12 K€
- Matériel pédagogique (taxe d'apprentissage) : 20 K€
- Matériel pédagogique subventionné : 23 K€
- Matériels de bureau et informatique : 2 K€

Dans les immobilisations en-cours au 31/08/2025, il reste des honoraires pour une étude de faisabilité de construction sur le site de Floirac (30 k€), qui fait l'objet d'une provision au 31/08/2025.

Pour l'UFA, le chiffre d'affaires prévisionnel 2024-2025 s'élève au 31/08/2025 à 1 001 K€.

Au 31/08/2025, 7 emprunts sont encore en cours, dont 6 sont pris en charge intégralement par les subventions du Conseil Régional (143 k€).

L'OGEC a un seul emprunt à sa charge (500 k€), dont le remboursement annuel est de 51 k€, intérêts compris.

Conformément à la loi Debré, une comptabilité analytique a été mise en place à partir de l'exercice 2022/2023, permettant ainsi à l'OGEC de respecter ses obligations contractuelles.

### 3) Tableau d'évolution de la population scolaire de l'Etablissement :

Secteur	Niveau	2023/2024	2024/2025	Variation	%	Nombre de classes 2024/2025
41	Lycée Général	87	87	-	-	5
42	Lycée Technologique	93	84	-9	-10%	4
43	Lycée Professionnel	132	153	21	16%	11
44	BTS	52	55	3	6%	4
46	UFA	114	117	3	3%	10
47	Formation Continue	8	8	0	0%	1
TOTAL ELEVES		486	504	18	4%	35
Demi-pensionnaires		0	0	0	NA	
Pensionnaires		0	0	0	NA	

4) Evolution de l'effectif concernant le personnel

NOM DU SITE	Nombre de salariés en Equivalent Temps Plein (ETP) en 2023/2024	Nombre de salariés en Equivalent Temps Plein (ETP) en 2024/2025	Variation	%
OGEC SAINTE-FAMILLE	20,69	21,22	0,53	2,6%
TOTAL	20,69	21,22	0,53	2,6%

5) Evolution du parc immobilier

<b>* Surface Totale Développée :</b>	<b>5 649,00 m<sup>2</sup></b>
- Surface Pédagogique :	5 101,00 m <sup>2</sup>
- Surface non Pédagogique :	548,00 m <sup>2</sup>

6) Situation Immobilière

BATIMENT	TYPE DE CONTRAT	DATE DE DEBUT	DUREE	MODALITE D'EXECUTION
12 et 32 rue de Saintonge	Bail à loyer	01/09/1972		Propriétaire : La Province de France de la Congrégation des sœurs de la Sainte-Famille de Bordeaux
1-3-5 rue Champion de Cisé	Bail à loyer	01/09/1993		
18-20 rue des Gants	Bail à loyer	01/09/1993		
19 rue de Saintonge (Batiments A et B)	Bail à loyer	01/09/2007		
29 rue Walter Poupot				Propriétaire : AMIS ECOLE STE-EULALIE --> Changement de propriétaire prévu en 10/2025 (ACEM)
102 rue de Pessac				

## **II/ Principes, règles et méthodes comptables**

### **1) Principes comptables**

Les comptes annuels ont été établis dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- . continuité de l'exploitation,
- . permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- . indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été appliquée par référence à la méthode des coûts historiques.

### **2) Référentiel comptable**

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août N ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la FNOGEC (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

### III/ Informations sur le bilan

#### 1) Bilan ACTIF :

##### a. Variation des immobilisations (corporelles et incorporelles)

##### Immobilisations corporelles et incorporelles :

- Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
- Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaires, en fonction de la durée d'utilisation.

Nature de l'investissement	Durée	Taux d'amortissement
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

NATURE	Valeur brute au 01/09/2024	Acquisitions	Sorties	Virement poste à poste	Valeur brute au 31/08/2025
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5 034,00	-		-	5 034,00
Constructions	8 970 877,34	27 619,89		-	8 998 497,23
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 654 004,85	56 271,24	400,00	-	2 709 876,09
Autres immobilisations corporelles	222 418,60	2 046,77		-	224 465,37
Immobilisations corporelles en cours	57 360,36	-	27 666,36	-	29 694,00
<b>TOTAL</b>	<b>11 909 695,15</b>	<b>85 937,90</b>	<b>28 066,36</b>	<b>-</b>	<b>11 967 566,69</b>

Parmi les acquisitions principales :

- Régularisation travaux gros œuvres réceptionnés avant 01/09/2024 : 28 K€
- Installation techniques moteurs chaudières : 12 K€
- Matériels pour Laboratoires : 6 K€
- Imprimantes 3D : 4 K€

**b. Variation des amortissements**

NATURE	Valeur brute au 01/09/2024	Dotations	Diminutions et/ou reprises	Virement poste à poste	Valeur brute au 31/08/2025
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5 034,00			-	5 034,00
Constructions	6 330 580,66	153 140,12		-	6 483 720,78
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 565 760,23	72 112,97	212,60	-	2 637 660,60
Autres immobilisations corporelles	192 071,50	9 233,22		-	201 304,72
<b>TOTAL</b>	<b>9 093 446,39</b>	<b>234 486,31</b>	<b>212,60</b>	<b>-</b>	<b>9 327 720,10</b>

**c. Variation des immobilisations financières**

Libellé	Valeur brute au 01/09/2024	Augmentation	Sortie	Valeur brute au 31/08/2025
Participations et créances rattachées	26 565,12	-	-	<b>26 565,12</b>
Prêts et autres immobilisations financières	35 704,30	-	-	<b>35 704,30</b>
<b>TOTAL</b>	<b>62 269,42</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>62 269,42</b>

**Participations et créances rattachées :**

Titres Banque Française de Crédit Coopératif acquis lors des souscriptions :

- Emprunt sur fonds propres (53 357,16€) : 533,57 €
- Emprunt Conseil Régional (106 714,31 €) : 1 067,14 €
- Emprunt Conseil Régional (91 469,41 €) : 919,80 €
- Emprunt Conseil Régional (259 163,33 €) : 2 591,63 €
- Emprunt Conseil Régional (228 673,53 €) : 2 286,74 €
- Emprunt Conseil Régional (114 336,76 €) : 1 143,37 €
- Emprunt Conseil Régional (332 643,76 €) : 3 385,50 €
- Emprunt Conseil Régional (180 000 €) : 1 859,75 €
- Emprunt Conseil Régional 2009 (265 000 €) : 2 745,00 €
- Emprunt Conseil Régional 2010 (258 595 €) : 2 684,00 €
- Emprunt Conseil Régional 2011 (470 000 €) : 4 895,00 €
- Réinvestissement 2012 (14 parts à 15,25 €) : 212,25 €
- Réinvestissement 2013 (12 parts à 15,25 €) : 183,00 €
- Réinvestissement 2014 (10 parts à 15,25 €) : 152,50 €
- Réinvestissement 2015 (11 parts à 15,25 €) : 167,75 €
- Réinvestissement 2020 (7 parts à 15,25 €) : 106,75 €
- Réinvestissement 2023 (32 parts à 15,25 €) : 488,00 €

Titres SOGAMA :

- Emprunt sur fonds propres - Crédit Associatif (114 336,76 €) : 1 143,37 €

Prêts et autres participations financières :

- Dépôt de garantie sur location à la SAINTE-FAMILLE : 30 000,00 €
- Dépôt garantie sur Emprunt Cr.Coopératif de 213 428,62 € de 1993 : 1 496,36 €
- Dépôt garantie sur Emprunt Cr.Associatif de 60 979,61 € de 1998 : 1 219,59 €
- Dépôt garantie sur Emprunt Cr.Associatif de 53 357,16 € de 1998 : 1 067,14 €
- Dépôt garantie sur Emprunt Cr.Associatif de 180 000 € de 2005 : 1 921,21 €



#### d. Créances usagers, autres créances, fournisseurs débiteurs

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Elles sont éventuellement dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Toutes les créances apparaissant au bilan ont une échéance inférieure à 1 an.

NATURE	MONTANTS				PROVISIONS			
	2023/2024	2024/2025	Variation	%	2023/2024	2024/2025	Variation	%
Avances et acomptes versés sur commandes	12 390,49	<b>6 970,99</b>	- 5 419,50	-44%	-	-		
Créances clients, usagers et comptes rattachés	380 550,04	<b>467 661,91</b>	87 111,87	23%	159 001,07	<b>179 894,43</b>	20 893,36	13%
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-		-	-	-	
Autres créances	567 851,21	<b>411 366,32</b>	- 156 484,89	-28%	-	-	-	
<b>TOTAL</b>	<b>960 791,74</b>	<b>885 999,22</b>	<b>- 74 792,52</b>	<b>-8%</b>	<b>159 001,07</b>	<b>179 894,43</b>	<b>20 893,36</b>	<b>13%</b>

Autres créances, dont :

\* Subventions d'investissement à recevoir Conseil Régional - Emprunts : 396 940,95 €

#### e. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement constituées de SICAV monétaires, sont valorisées par référence à leur valeur d'entrée dans le patrimoine, les mouvements étant enregistrés selon la méthode du "premier entré, premier sorti".

Seules les moins values latentes affectent l'exercice et sont comptabilisées sous la forme d'une provision pour dépréciation.

NATURE	2023/2024	2024/2025	Variation	%	Plus ou moins values latentes
Autres valeurs mobilières	660 000,00	<b>1 400 000,00</b>	740 000,00	112%	-
<b>TOTAL</b>	<b>660 000,00</b>	<b>1 400 000,00</b>	<b>740 000,00</b>	<b>112%</b>	<b>-</b>

soit 5 Comptes à Terme et 2 Fonds monétaires :

- 3 CAT x 100 000,00 € (du 18/06/2025 au 17/10/2025)

- 2 CAT x 100 000,00 € (du 25/06/2025 au 24/12/2025)

- 2 Fonds monétaires : 600 000€ et 300 000€

#### f. Comptes de régularisation Actif

	2023/2024	2024/2025	Variation	%
Charges constatées d'avance	42 948,17	<b>21 579,33</b>	- 21 368,84	-50%
<b>TOTAL</b>	<b>42 948,17</b>	<b>21 579,33</b>	<b>- 21 368,84</b>	<b>-50%</b>

dont :

✕ Assurances MSC pour 2025/2026 : 21 579,33 €

## 2) Bilan PASSIF :

### a. Mouvements des fonds propres

	Montant au début de l'exercice 01/09/2024	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice 31/08/2025
Fonds propres sans droit de reprise	112 274,39	-	-	112 274,39
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserves	3 597 772,93	-	-	3 597 772,93
Comptes de liaison	-	-	-	-
Report à nouveau	- 98 530,35	8 404,76		- 90 125,59
Excédent ou déficit de l'exercice	8 404,76	128 565,00	8 404,76	128 565,00
<b>Sous total : Situation nette</b>	<b>3 619 921,73</b>	<b>136 969,76</b>	<b>8 404,76</b>	<b>3 748 486,73</b>
Fonds propres consommables	-	-	-	-
Subventions d'investissement	721 304,31	40 107,24	173 257,26	588 154,29
Provisions réglementées	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>4 341 226,04</b>	<b>177 077,00</b>	<b>181 662,02</b>	<b>4 336 641,02</b>

#### Subventions d'investissements :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

#### Subvention acquises au titre de l'exercice 2024/2025 :

Des subventions d'investissements sont assorties d'un droit de reprise en fonction des termes de la convention signée avec l'Etat, les collectivités territoriales ou autres établissements publics.

N'ayant pas les conventions, il n'est pas possible de reconstituer la durée réelle de reprise de subvention.

Nous avons donc utilisé la durée d'amortissement des immobilisations associées comme durée théorique pour le calcul de reprise.

Le montant de ce droit de reprise au 31/08/2025 est de 556 125,03 €.

#### Subvention acquise au titre de l'exercice 2024/2025 :

- Conseil Régional - Matériel Pédagogique pour Formation Professionnelle : 19 728,00 €

#### Affectation de résultat 2023/2024 :

L'assemblée générale en date du 04/02/2025 a approuvé les comptes. Le résultat de 8 404,76 euros a été affecté en report à nouveau.

#### b. Les provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont été déterminées selon les modalités de constitution et d'évaluation prescrites par la réglementation comptable.

	Montant au début de l'exercice 01/09/2024	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice 31/08/2025
Provisions pour litiges	12 889,95	-	-	12 889,95	-	-
Provisions pour risques	-	29 694,00	-	-	-	29 694,00
Autres provisions pour charges	49 664,25	16 072,10	-	-	-	65 736,35
<b>TOTAL</b>	<b>62 554,20</b>	<b>45 766,10</b>	<b>-</b>	<b>12 889,95</b>	<b>-</b>	<b>95 430,35</b>

#### Engagement pris en matière de retraite :

Les calculs de provision pour IDR au 31/08/2025 prennent en compte un âge probable de départ en retraite de 62 ans.

Les indemnités des personnels ayant atteint ou dépassé l'âge de 52 ans au 31/08 sont provisionnées pour 1/10<sup>ème</sup> chaque année.

#### c. Fonds dédiés

Ce sont des rubriques du passif qui enregistrent à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu être encore utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Projet(s) défini(s)	Montant initial	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisation en cours d'exercice (compte 789)	Engagement à réaliser sur ressources affectées (compte 689)	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Aide Covid-19 Solidarité familles	10 512,80	10 512,80	10 512,80	-	-
Aide ACEM - remplacement vitrages	75 943,20	67 662,27	7 594,32	-	60 067,95
Aide ACEM - travaux aménagement Chapelle	50 000,00	50 000,00	-	-	50 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>136 456,00</b>	<b>128 175,07</b>	<b>18 107,12</b>	<b>-</b>	<b>110 067,95</b>

d. Etat des échéances des dettes :

	Montant au début d'exercice au 01/09/2024	Montant en fin d'exercice au 31/08/2025	Variation		Echéance	
			Valeur	%	Jusqu'à un an	à plus d'un an
Emprunts obligatoire et assimilés (titres associatifs)	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	917 014,29	724 253,18	- 192 761,11	-21,02%	173 901,97	550 351,21
Emprunts et dettes financières	23 846,48	23 846,48	-	0,00%	23 846,48	-
<b>Sous total : dettes financières</b>	<b>940 860,77</b>	<b>748 099,66</b>	<b>- 192 761,11</b>	<b>-20,49%</b>	<b>197 748,45</b>	<b>550 351,21</b>
Avances et acomptes reçus	53 874,90	46 548,12	- 7 326,78	-13,60%	46 548,12	-
Dettes fournisseurs	37 197,18	64 608,67	27 411,49	73,69%	64 608,67	-
Dettes des legs et donations	-	-	-	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	105 375,33	91 319,84	- 14 055,49	-13,34%	91 319,84	-
Dettes sur immobilisations	59 367,87	52 362,45	- 7 005,42	-11,80%	52 362,45	-
Autres dettes	752,74	1 124,06	371,32	49,33%	1 124,06	-
<b>Sous total : autres dettes</b>	<b>256 568,02</b>	<b>255 963,14</b>	<b>- 604,88</b>	<b>-0,24%</b>	<b>255 963,14</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 197 428,79</b>	<b>1 004 062,80</b>	<b>- 193 365,99</b>	<b>-16,15%</b>	<b>453 711,59</b>	<b>550 351,21</b>

Dettes fournisseurs, dont :

- Factures Non Parvenues : 36 371,00 €
- Factures à payer : 15 347,72 €

Dettes fiscales et sociales, dont :

- CSE : 7 670,64 €
- IJ CPAM : 519,18 €
- Dettes sociales : 56 386,87 €
- Avances sur subventions : 18 058,60 €

Dettes sur immobilisations, dont :

- Factures non parvenues : 41 503,23 €
- Retenues de garanties : 3 689,94 €

**e. Comptes de régularisation Passif :**

**Produits Constatés d'avance :**

	2023/2024	2024/2025	Variation	%
Produits constatés d'avance	1 224,58	464,00	- 760,58	-62%
<b>TOTAL</b>	<b>1 224,58</b>	<b>464,00</b>	<b>- 760,58</b>	<b>-62%</b>

**Taxe d'apprentissage collectée à affecter :**

	TAXE (n-1) 2024	TAXE (n) 2025	
A nouveau 1er septembre ( n-1 ) 2024 :		48 014,94	
Report 1er janvier ( n ) 2025 :	48 014,94		
Taxe Reçue sur l'exercice :	48 014,94		93 316,96
Utilisation d'équipement : (Compte 131810 )		1 812,21	18 567,03
Utilisation de fonctionnement : (Compte 748200 )		46 202,73	-
<u>Solde* intermédiaire au 31 décembre (n-1) 2024</u> <u>(solde* nul ou positif si accord de report par la</u> <u>Préfecture)</u>	48 014,94		
Reliquat au 31 août (n) 2025 : (compte 487810)	48 014,94	-	74 749,93

L'OGEC a perçu 93 316,96 € de taxe d'apprentissage 2025.

Au 31/08/2025, des dépenses partielles ont été constatées.

L'OGEC doit écrire à la Préfecture pour information et demander le report du solde sur l'année suivante.

#### IV/ Information sur le compte de résultat

##### 1) Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Conformément au règlement comptable ANC 2018-06, les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Concours publics et subventions obtenus en cours de l'exercice (en €)	Exercice N-1 2023/2024	Exercice N 2024/2025
Aides à l'emploi	5 999,98	12 500,00
Aides au développement des compétences	-	-
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat	769 399,09	821 375,31
dont forfait Etat	232 855,09	249 072,31
dont forfait Région	536 544,00	572 303,00
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Autres concours publics	-	-
<b>Sous-total : concours publics</b>	<b>775 399,07</b>	<b>833 875,31</b>
Subventions État	-	-
Subventions Région	6 487,00	5 973,87
Autres subventions d'exploitation	-	48 995,13
dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)	-	2 792,40
dont autres subventions (TA affectée au fonctionnement)	-	46 202,73
Report de subventions	-	-
<b>Sous-total: subventions d'exploitation</b>	<b>6 487,00</b>	<b>54 969,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>781 886,07</b>	<b>888 844,31</b>

## 2) Rémunération des dirigeants :

En son article 20, la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 stipule :

"Les associations, dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 €, doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en natures."

Les membres du Conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération.

Nous ne publions pas la rémunération du dirigeant, car l'association ne comporte qu'un seul dirigeant, ce qui reviendrait à divulguer une rémunération individuelle.

## 3) Honoraires du Commissaire aux comptes :

	Montant en €
Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	12 000,00
Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	-
<b>TOTAL</b>	<b>12 000,00</b>

## 4) Les éléments exceptionnels :

Les Produits Exceptionnels ..... ( 173 497,26 )

- Reprise QP des subventions : 173 257,26 €  
- Vente actif : 240,00 €

Les Charges Exceptionnelles ..... ( 50 058,61 )

- PV Conciliation : 6 500,00 €  
- Perte Fournisseur PC HAUROU : 12 889,95 €  
- CFA ASPECT Regularisation compte historique: 1 181,96 €  
- Véolia facture régularisation : - 394,70 €  
- VNC immobilisations corporelles : 187,40 €  
- Provision Etude faisabilité Floirac : 29 694,00 €



## **V/ Autres informations**

### **1) Engagements financiers donnés et reçus**

Les emprunts subventionnés par le Conseil Régional sont :

- Crédit Coopératif CR 2009, avec un capital emprunté de 265 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2025 est de 0 €
- Crédit Coopératif CR 2010, avec un capital emprunté de 258 595 € et dont le capital restant dû au 31/08/2025 est de 21 215,42 €
- Crédit Coopératif CR 2011, avec un capital emprunté de 470 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2025 est de 79 242,43 €
- Société Générale CR 2012, avec un capital emprunté de 200 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2025 est de 48 777,02 €
- Société Générale CR 2013, avec un capital emprunté de 200 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2025 est de 62 635,59 €
- Société Générale CR 2014, avec un capital emprunté de 320 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2025 est de 118 889,87 €
- Société Générale CR 2015, avec un capital emprunté de 155 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2025 est de 66 180,61 €

### **2) Contributions volontaires en nature**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

La Nouvelle Réglementation Comptable impose la comptabilisation des contributions volontaires en nature en pied de compte de résultat, dont le bénévolat, dès lors que l'information est jugée significative. Selon la recommandation de la FNOGEC, l'ensemble des bénévoles oeuvrant pour les missions et les activités de l'OGEC doit être pris en compte. Les membres des instances statutaires peuvent en faire partie.

#### **a. Autres informations**

Le bénévolat est une constante de l'Enseignement Catholique, une contribution précieuse au bon fonctionnement des établissements. Sa valorisation permet notamment d'obtenir des coûts complets et réels, ainsi que d'appréhender véritablement tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement de chaque niveau d'enseignement.

Cette année, l'OGEC n'a pas eu recours au bénévolat.